

Le projet dans sa forme actuelle est inacceptable étant donné le contexte de crise du logement. Le nombre de logements sociaux n'est pas suffisant. Un très grand nombre de logements privés ont été construits au cours des dernières années dans notre quartier et cela n'a pas amélioré la situation des locataires moins nantis. Une étude à ce sujet a été payée par l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve dans le cadre des Assises sur la gentrification il y a quelques années. Ces assises avaient eu lieu suite à des actes de vandalisme dénonçant la gentrification galopante de notre quartier. Il semble que cette étude ait simplement été payée. Étant donné que les superficies où il est possible de construire des nouveaux logements sont très rares, il est d'une importance cruciale de saisir chaque occasion qui se présente pour bonifier davantage l'offre de logements sociaux. Ce type de logement est le seul qui demeurera à travers le temps une propriété publique protégée de la spéculation immobilière. Tout près du site en question, il y a un refuge pour personnes itinérantes. Les besoins des personnes les plus démunies devraient être davantage pris en compte. Or, lorsque notre maire d'arrondissement admet avoir un conflit d'intérêt vis-à-vis du projet, comment penser qu'il puisse bien représenter l'intérêt des citoyen.ne.s moins nantis? Le processus de consultation s'est tenu en plein été, ce qui ne facilite pas la participation, en particulier celle des groupes communautaires. Je travaille dans un organisme communautaire et plusieurs membres auraient aimé donner leur avis, mais ne le feront pas sans notre soutien. En procédant de la sorte, l'arrondissement entretient le cynisme des citoyen.ne.s envers les consultations publiques. La Coalition contre la pauvreté d'Hochelaga-Maisonneuve a manifesté en octobre 2021 contre le projet Canoë et continuera de s'opposer à ce projet qui fait fi des besoins impérieux de logement que l'on observe dans notre quartier.

Stéphanie Thibault